

Paris.

Trois mois... 2 fr. 25 c.  
Six mois... 4 50  
Un an... 9 »

# JOURNAL DES JACOBINS

SENTINELLE DES DROITS DE L'HOMME.

Départements.

Trois mois... 3 fr. » c.  
Six mois... 6 »  
Un an... 12 »

Bureaux provisoires:

Rue Saint-Dominique Saint-Germain, 29;  
rue Boucher, 8.

Affranchir.

Je succombe sans regrets. Je vous laisse ma mémoire; elle vous sera chère, et vous la défendrez.

(Dernières paroles de Maximilien ROBESPIERRE, au club des Jacobins, la veille du 9 thermidor.)

Robespierre était incorruptible, et incapable de voter ou de causer la mort de qui que ce fût, par inimitié personnelle, ou par désir de s'enrichir. Il ne laissa pas un sou à sa mort. On lui imputa tous les crimes commis par Hébert, Collot-d'Herbois et autres. C'étaient des hommes affreux et sanguinaires qui le firent périr. Ils ont tout jeté sur lui.

NAPOLÉON.

## DÉCLARATION DE PRINCIPES.

Nous réveillons du tombeau ces héroïques Montagnards qui périrent, en 1795, avec la liberté vaincue.

Le Club des Jacobins se propose d'établir entre tous les Français l'unité de vues, de principes et de conduite, qui peut seule assurer, d'une manière énergique et complète, le développement des institutions républicaines.

Eclairés par les leçons de l'histoire, ne nous laissons plus abuser par de vaines promesses. La victoire du peuple ne sera sanctionnée que par les conquêtes qui la suivront.

Un monde nouveau doit sortir des ruines du passé. Le laisser naître tout seul, en livrer l'architecture à cette puissance aveugle qu'on nomme force des choses, ce serait nous condamner à le refaire dans peu de jours.

Les heures que Dieu prête à l'enfantement des grandes choses sont trop précieuses, elles s'écoulent trop vite pour que les esprits qui se consacrent au bien général, sans autre ambition que celle de préparer le règne de la vertu, prodiguent et usent leur vigueur en critiques stériles, en mesquines personnalités. Que chacun de nous sonde ses forces et mette à nu sa conscience!

Nous répondrons devant l'avenir de tous les abus qui survivraient à la chute d'un gouvernement corrompu. Nous répondrons de tout le mal que nous n'aurons pas empêché, de tout le bien que nous n'aurons pas fondé sur une forme immuable; et la postérité nous méprisera, si nous lui laissons pour héritage une seule des servitudes qui pèsent encore sur nous!

La plus haute expression du courage civil est celle qui ne déguise aucune vérité. Sourd aux menaces de l'intrigue, comme aux séductions d'une popularité fugitive, le dévouement de chacun de nous doit aller au but sans regarder en arrière.

S'il arrivait encore qu'un petit nombre d'hommes, instruments de partis rétrogrades, dénués eux-mêmes des forces nécessaires pour combattre avec succès la masse des volontés, cherchassent à rétablir leur empire en divisant le peuple, en suscitant les rivalités; en irritant les passions, l'amour-propre, les haines, les préjugés; en armant les intérêts privés contre l'intérêt général, il faut que les amis du bien public puissent opposer à leurs cris séditionnels la grande voix du Peuple!

Il faut que, prémunis eux-mêmes contre l'erreur, démasquant les trahisons, flétrissant la calomnie, les Républicains énergiques dissipent sans cesse, au grand jour, ces vaines alarmes que les faux patriotes sèment dans l'ombre, et qui sont l'unique espoir de nos ennemis.

L'heure est venue de créer, d'organiser enfin la société au profit de tous ses membres. En France, aujourd'hui, l'intérêt général est plus fort que tous les intérêts particuliers. L'intérêt général est sous les armes: il a pour lui la majorité et les combattants!

Assez longtemps la féodalité de la richesse a fait assaut d'éloquence ou de récriminations, en se disputant le pouvoir d'exploiter les masses. Place aux représentants du travail! Les malheureux ont le droit de parler en maîtres aux gouvernants qui les négligent; la misère est incompatible avec un gouvernement populaire.

La sécurité des biens et des personnes et la liberté du travail sont, aux yeux des économistes modernes, les premières conditions de la richesse des individus et des nations. Mais, parce que l'industrie ne peut naître et se développer qu'à la faveur de la liberté, doit-on conclure que la liberté est tout, et que, pour bien gouverner le monde, il suffit de le laisser aller tout seul? La liberté de faire entraîne-t-elle celle de tout faire, le mal comme le bien? La liberté n'a-t-elle pas besoin de surveillance pour les uns, de protection pour les autres?

Le laisser faire ne favorise pas seulement le travail; il favorise aussi les intérêts égoïstes. Il ressuscite contre le travail les privilèges que la révolution de 89 avait détruits. Au bout de l'extrême liberté des riches et des forts, se trouve la servitude des pauvres et des faibles; c'est l'abus de la liberté qui maintient le servage des prolétaires!

« Prenne qui peut! Garde qui peut! » C'est la devise des conquérants de l'industrie, comme c'était jadis le cri des conquérants du sol.

A qui, en effet, l'industrie accorde-t-elle les plus gros profits? Est-ce à l'homme qui remplit laborieusement une fonction utile? Non. La fortune ne mesure pas ses dons au travail ou au mérite; elle les met en loterie dans les coulisses de la Bourse, et c'est le plus heureux ou le plus téméraire qui gagne les meilleurs lots.

Les détenteurs de la plus grande partie des capitaux mobiles sont donc les usurpateurs astucieux de la richesse nationale. Un geste de ces banquiers, le francement de leurs sourcils, suffisent pour agiter tous les marchés du monde. Et ce n'est pas seulement la richesse présente qu'ils ont eu l'adresse d'enfermer dans leurs portefeuilles; ils sont les propriétaires insolents d'une grande partie des produits du travail à venir. Ils ont hypothéqué, par leurs emprunts, sur les générations qui ne sont pas nées encore. Ce sont les vampires du travail!

Mais, aujourd'hui, les crises commerciales, les fraudes et les falsifications mercantiles qui ont empoisonné presque toutes les branches de l'industrie; l'anarchie qui exploite le travail; l'accroissement et l'agglomération des travailleurs qui n'ont d'autre moyen d'existence qu'un salaire souvent insuffisant, toujours incertain, d'autre avenir que le désespoir et la révolte; aujourd'hui, cet amas de misères publiques doit faire éclore parmi nous les héros du dévouement et les génies de la fraternité. Il est temps de revendiquer, contre les fausses théories, les droits de l'humanité, de la raison et de la justice.

La guerre industrielle qu'enfante la concurrence illimitée demande, pour être menée avec succès, des armées nombreuses, qu'elle puisse entasser sur un seul point et décimer largement. Et ce n'est ni par dévouement, ni par devoir, que les soldats du travail supportent les fatigues qu'on leur impose; c'est uniquement pour échapper aux tortures de la faim. Ils ne sauraient avoir ni affection ni reconnaissance pour leurs chefs. Ces chefs, à peu d'exceptions près, ne tiennent à leurs inférieurs par aucun sentiment de bienveillance; ils ne les connaissent pas comme des hommes, mais seulement comme des instruments de production, qui doivent rapporter beaucoup en dépensant le moins possible. Pénétrez dans nos grandes villes manufacturières; c'est là que l'on peut passer en revue ces légions de travailleurs qui ont payé de leur sang les inventions du génie. Jamais armée vaincue et en déroute n'a offert un plus lamentable spectacle. Toutes ces villes renferment un quartier maudit, asile désolé des salariés de l'industrie. Vous y verrez, à chaque pas, des hommes et des femmes flétris par les vices qu'enfante la misère; des enfants à demi-nus qui pourrissent sur des grabats, dans des réduits sans air et sans jour. Au foyer de la civilisation, vous compterez des milliers d'êtres humains qui paient de leur dégradation physique et morale la richesse acquise par quelques individus.

Mais ces populations entières ne peuvent être éternellement condamnées à une pareille existence. Il faut trouver un remède efficace, ou se préparer au bouleversement du monde!

Ce remède est devant nous. C'est l'association.

L'association n'a encore, jusqu'ici, profité qu'aux riches, aux détenteurs du capital. Son principe ne régit que dans le domaine des affaires. Les capitaux s'y recherchent et se groupent, les grands intérêts se combinent et se coalisent pour exploiter les bras qui ont besoin du travail.

Mais, si le travail est une loi divine imposée aux masses humaines; si la propriété elle-même est venue lui demander une sanction qui la rendit inviolable; si elle a proclamé que le travail la rendait chose sacrée, est-il digne d'un peuple libre de tolérer plus longtemps que le travail soit soumis au rabais, à la criée, livré comme un captif aux violences de la guerre industrielle? Sacrifierons-nous les principes généreux qui font de nous l'avant-garde des libertés du monde?

Espoir et courage! car tout progrès d'une étude ou d'une souffrance, poussée à son extrême limite, enfante une découverte ou un remède.

Combien d'effroyables préludes ont marqué, parmi nous, les premières tentatives d'un ordre quelconque, l'établissement des améliorations les plus élémentaires, et les efforts successifs de notre corps social, pour constituer une nation capable de subsister par elle-même! Quelle confusion des choses, quels conflits meurtriers des personnes ont souvent précédé, toujours accompagné chacune des conquêtes dont nous commençons à jouir: le droit de vivre, d'avoir une famille, de penser, de croire, de parler et d'écrire! Ah! nos aïeux sont sortis d'un bien autre chaos que celui dont la perspective nous épouvante, d'une bien autre lutte que celle des opinions qui nous divisent! Ne renions donc pas les œuvres de nos pères, ne les accusons pas d'impuissance! Ils sont morts sur la brèche en nous léguant l'avenir.

Nous donnerons à la France et au monde le touchant exemple de l'abnégation personnelle et de l'amour de nos frères. Nous saurons gré aux hommes ardents qui se dévouent à la tâche de sonder les abîmes, et de s'élancer vers l'inconnu pour y chercher les secrets du bonheur général.

Respect au homme de conviction, même s'il se trompe! car il est possible que l'un d'eux rapporte enfin à nos sociétés flottantes la branche d'olivier, le rameau de la paix, gage d'alliance immortelle entre la terre et les cieux.

Bien du sang, bien des larmes ont arrosé le drapeau où furent écrits, pour la première fois, par nos pères, les saints noms de Liberté, d'Egalité et de Fraternité! Les calomnies n'ont point manqué aux défenseurs de la cause populaire. Mais le temps fait justice, et l'avenir prononcera.

Un jour, des monuments, élevés par la reconnaissance, signaleront les tombes creusées, d'un bout du monde à l'autre, pour les générations, pour les individus qui se dévouèrent à l'affranchissement social; et, quand l'humanité, partout triomphante, aura brisé la dernière idole du mal, le dernier culte des peuples sera celui des citoyens morts pour la liberté!

## Crise nationale.

Sous le calme apparent qui régit la surface des choses, se creuse, de plus en plus, l'abîme de la misère sociale. La France est inquiète. A l'aspect de ses enfants déshérités qui cherchent du travail et du pain, son cœur saigne. Elle se tait; mais le silence est l'expression des grandes douleurs.

Regardons autour de nous. La haute industrie est en pleine déroute. Le commerce, aux abois, jette chaque jour dans la rue des masses de travailleurs. Les faillites, provoquées les unes par les autres, amoncellent de tous côtés les témoignages de la détresse publique; et la dette insolvable de plusieurs millions de familles ouvrières vient ajouter à la crise une nouvelle chance désastreuse.

Le numéraire, chacun le sait trop, est accaparé par les trembleurs, nous ne voulons pas dire les ennemis du peuple. La contre-révolution se formule par la terreur des écus. On disait qu'elle pense avoir bon marché de la misère publique;



on dirait qu'elle attend l'heure du dénuement général pour démoraliser le pays ; et si, pour accélérer son œuvre, il lui fallait recourir à une disette factice, n'en doutons pas, cette disette aura lieu.

Pour conclusion qu'arrivera-t-il ? Une guerre sociale, la plus effroyable des luttes !...

Or, dans le chaos des décrets multipliés par le Gouvernement provisoire, quelle mesure efficace a-t-on prise pour neutraliser cette chance ? Les palliatifs guerissent-ils la gangrène ? Quelques pierres détachées peuvent-elles combler un gouffre ? et, quand la société roule sur une pente sans barrières, les tâtonnements d'une force timide suffisent-ils pour arrêter sa chute ?

D'un côté, nous voyons le prolétaire diminuer, avec une résignation sans exemple, la ration de pain de ses enfants, pour apporter au trésor national l'obole d'un héroïque sacrifice. De l'autre, nous avons vu le Gouvernement provisoire courber le front sous la tourmente, en invoquant, à mains jointes, le génie de l'impôt.

Mais cet impôt de 45 centimes est le meurtrier du pauvre ! Qu'importe au riche qui, dans le cours ordinaire des choses, payait par exemple 1000 fr. de contribution, d'ajouter à sa cote 500 fr. de plus ? Aura-t-il un mets de moins à ses banquets ? Videra-t-il une coupe de moins de ces vins généreux réservés à la fortune ? Etendra-t-il sa mollesse sur une couche plus dure ? Bannira-t-il de ses loisirs une seule des voluptés qu'il lui faut à tout prix ?

Et le pauvre, qui avait tant de peine à verser au fisc la dîme de ses sueurs, que deviendra-t-il aujourd'hui, sous le pressoir des collecteurs ? Et que lui donnerez-vous en échange de sa ruine ?

Ah ! ce n'est pas ainsi qu'on sauve une génération du naufrage ! Ce n'est point en le frappant de la pioche qu'on soutient un monde qui s'écroule ! Ce n'est point en ménageant l'égoïsme ou la peur qu'on fait tête au danger !

On parle de liberté ; mais la liberté permet-elle d'enfourer des coffres-forts quand le trésor public ouvre ses entrailles vides à tous les regards ?

Si c'est là notre liberté, — mensonge !

On parle d'égalité ; mais l'égalité souffre-t-elle que les détenteurs d'un bien-être superflu se barricadent derrière leur avarice, quand le pauvre apporte son pain quotidien sur l'autel de la patrie ?

Si c'est là notre égalité, — mensonge !

On parle de fraternité ; mais la fraternité existe-t-elle au milieu du saut-qui-peut des habiles qui spéculent sur les capitulations de la faim ?

Si c'est là notre fraternité, — mensonge !

Il faudrait rayer ces trois mots du drapeau de février, si le courage nous manquait pour protester contre les intrigues et les lâchetés de l'opulence.

Avons-nous donc brisé un trône pour croupir sous les fourches caudines d'une féodalité nouvelle ? — Non ! Dans les temps monarchiques on disait : Noblesse oblige. Sous le régime républicain, crions : RICHESSE OBLIGE !

Privilegiés de la bourse, de l'industrie et de la rente, vampires du travail, n'affectez plus une panique dont nous savons les secrets. Le peuple est las de n'être quelque chose qu'un jour de la bataille. L'oligarchie républicaine ne succédera pas à la corruption couronnée.

Despotes de la richesse, qui, avant et depuis la révolution de février, avez créé, développé, consommé la détresse publique, par vous seuls aujourd'hui la patrie est en danger ! Ayez pitié de vous-mêmes en courant au secours de l'industrie qui succombe, du commerce qui se meurt, des travailleurs de toutes les professions que le désespoir est près d'atteindre !

Nous vous supplions de nous aider à sauver la commune patrie, afin que nul de nous n'ait le droit de vous demander si vos titres de possession sont écrits dans le ciel ; si vous avez apporté votre terre d'une autre planète, et si vous possédez un seul écu qui ne soit tout humide des sueurs et des larmes du prolétaire ?

Sachez-le bien, la sécurité ne peut naître que par la résurrection de l'argent, qui est l'avant-garde du crédit. Aucun intérêt privé ne peut plus s'isoler de l'unité populaire : il n'existe, pour aucun citoyen, de droits exempts de devoirs. Quand un vaisseau menace de sombrer, on jette aux flots une partie de sa charge pour sauver le reste, corps et biens. Dans les temps de crise, on ne fuit pas, on se dévoue !

Riches, la patrie vous attend, le peuple vous regarde, et Dieu vous compte !

Enfants du même sol, rallions-nous autour du drapeau de la paix. Ne voilons point la face de la patrie pour courir à des luttes fatales !...

Fraternité aujourd'hui, ou justice demain ! ! ! !

## NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

**Italie.** — Le bruit a couru que la république est proclamée à Rome, et que le pape a dû fuir. Cette nouvelle n'est point confirmée. Le pape est gardé à vue par la garde civique.

**Espagne.** — Une tentative révolutionnaire, aussitôt réprimée, a éclaté à Madrid le 7 mai. On compte 60 morts ou blessés du côté des insurgés. Madrid est en état de siège. Un conseil de guerre permanent décime les patriotes.

**Prusse.** — On annonce par une dépêche télégraphique, arrivée à Berlin le 8 mai, que l'empereur de Russie aurait résolu de former un royaume de Pologne sous le sceptre du duc de Leuchtenberg. En attendant, le massacre des Polonais continue.

L'armée de la réaction, composée de Prussiens et de Saxons, se concentre près de Nuremberg.

**Autriche.** — La Bohême et la Hongrie se préparent au combat. Le 50 mai, aura lieu, à Prague, une assemblée nationale de tous les Slaves appartenant à la monarchie autrichienne. D'après des lettres du 5 mai, Vienne est dans la stupeur. Que la France marche au secours des patriotes italiens, et c'en est fait de l'empire d'Autriche.

**Angleterre.** — Le gouvernement anglais forme une ligue avec l'Autriche et veut intervenir dans les affaires d'Italie. Son intervention sera le signal d'une guerre générale.

Despotes européens, levez-vous donc ! La France républicaine fera encore le tour de vos capitales au chant de la Marseillaise.

## INTÉRIEUR.

Le général Négrier, représentant (du peuple ?) a fait mettre à la disposition de ses collègues 900 fusils et 10,000 cartouches.

L'Assemblée constituante va-t-elle s'organiser en garde municipale ? Elle s'est donc jugée elle-même ?

A notre sens, elle ferait mieux d'organiser le Travail, et de prévenir ainsi la révolution de la Faim. Si elle veut tenter un coup d'Etat, nous l'avertissons charitablement que sa prise d'armes ne sera que ridicule. — A bon entendeur demi-mot.

Par décret du 25 février, le Gouvernement provisoire de la République s'engageait à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail, et à garantir du travail à tous les citoyens. Il reconnaissait que les ouvriers doivent s'associer entre eux, pour jouir du bénéfice légitime de leur travail. Il rendait aux ouvriers, auxquels il appartient, le million à échoir de la liste civile.

Ces promesses, faites sur les barricades, n'étant pas accomplies, et l'Assemblée nationale ayant refusé, dans sa séance du 10 mai, de constituer un *ministère du travail*, les délégués des corporations ouvrières, réunis au Luxembourg, ont annoncé, le 44 mai, que les ouvriers se refusent à assister à la fête dite de la *Concorde*.

A cette nouvelle, les représentants (du peuple ?) se sont réunis en comité secret pour s'exercer à la charge en douze temps.

Nous apprécierons dans un prochain numéro la conduite et les actes de l'Assemblée nationale depuis son installation.

Un citoyen nous informe qu'immédiatement après la révolution de Février, quand le sang du peuple fumait encore sur les pavés de Paris, les gardes municipaux recevaient des bons de pain chez un pharmacien de la rue Dauphine, et de la viande chez un boucher de la rue de Tournon. Ces bons étaient délivrés par ordre de la mairie.

On nous affirme aussi que les anciens sergents de ville touchent leurs appointements, et que les gardes municipaux reçoivent la demi-solde. Ces *messieurs*, jaloux de prouver leur inaltérable dévouement à l'ordre des choses, font, nous assure-t-on, le service de nuit de la ville de Paris, en attendant qu'ils reparaissent au grand jour sous un nouveau masque.

Le peuple avait fait grâce à ses ennemis ; mais lorsque des milliers de prolétaires sont sans pain, les magistrats de la République doivent-ils nourrir et solder les sicaires de la monarchie ?

## Motions des Jacobins.

Attendu qu'à la suite d'un complot formé par les réactionnaires, le peuple de Rouen, désarmé, vient d'être traité ; que la terreur a été organisée dans cette ville par

la faction bourgeoise ; que les agents du Gouvernement républicain ont été insultés, destitués, menacés de mort ; que les patriotes vaincus ont été jetés dans les cachots ;

Attendu que le Club démocratique de la garde nationale de Paris s'est associé à ces excès, en publiant une adresse à la garde bourgeoise et à la garnison de Rouen, manifeste dans lequel il approuve le massacre et déclare que cet exemple sera suivi ;

Attendu que ce club a outragé la garde nationale parisienne, en lui prêtant des sentiments odieux et des expressions qui sont un appel à la guerre civile ;

Nous protestons contre ledit manifeste, que nous déclarons calomnieux et indigne d'hommes civilisés.

Attendu que le peuple est le souverain ; que le Gouvernement est son ouvrage et sa propriété ; que les fonctionnaires publics sont ses commis, et que l'exercice du mandat de représentant constitue une fonction publique ;

Attendu que la proclamation de la République française, faite par les représentants du peuple, dans la séance d'ouverture de l'Assemblée Nationale, le 4 mai 1848, ne consacre point franchement le principe de la révolution de Février ;

Attendu qu'il importe de ne laisser aucun doute dans les esprits sur la prochaine constitution du Gouvernement français, et que le terme isolé de *République* peut supposer une oligarchie ;

Attendu que nul ne peut être représentant du peuple qu'à la condition d'être l'expression fidèle du vœu national ;

Nous demandons que l'Assemblée nationale complète la proclamation de la République par ces mots : *Démocratique, une et indivisible*.

Nous demandons que le procès-verbal de cet acte solennel soit signé par tous les membres de l'Assemblée nationale, publié officiellement et affiché de nouveau à Paris et dans tous les départements.

Attendu que nul n'a le droit de se croire plus inviolable que les autres citoyens ; que le peuple a le droit de connaître toutes les opérations de ses mandataires ; que ceux-ci doivent lui rendre un compte fidèle de leur gestion et subir son jugement avec respect ; que leurs délits doivent être sévèrement et facilement punis ;

Attendu que la manifeste publié par le comité des citoyens de la Meurthe, dans le but d'offrir un banquet aux membres de l'Assemblée nationale, mandataires du peuple, contient une violation flagrante des articles 55 et 54 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, puisqu'il proclame l'inviolabilité des représentants du peuple ;

Attendu qu'aucune manifestation, favorable ou contraire, ne doit avoir lieu jusqu'à ce que les actes de l'Assemblée nationale aient été appréciés et jugés par le peuple souverain ;

Nous protestons contre la rédaction du manifeste des citoyens de la Meurthe, et contre le banquet qu'ils se proposent d'organiser.

Attendu que tous les hommes sont frères, et que les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens du même Etat ; que celui qui opprime une seule nation se déclare l'ennemi de toutes ; que ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme doivent être poursuivis partout, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et des brigands rebelles ;

Attendu que les gouvernements russe, autrichien et prussien ont commis une triple insulte à la Révolution française par le massacre de Cracovie, la dévastation de Posen, et la guerre à outrance déclarée aux patriotes italiens ;

Attendu que, tolérer plus longtemps ces attentats aux droits de l'humanité serait faire cause commune avec les despotes, et trahir la République démocratique française ;

Nous demandons que l'Assemblée Nationale intervienne immédiatement en faveur des opprimés, et qu'elle proclame notre volonté d'assurer, par les armes, l'indépendance de tous les peuples.

La manifestation des démocrates en faveur de la cause polonaise aura lieu lundi, 45 mai. Tous les patriotes sont invités à s'y joindre.

Le Club central des Jacobins tient ses séances au Palais des Thermes, rue de La Harpe, les lundis, mercredis et samedis.

Le rédacteur en chef, PITOIS-CHRISTIAN.

Paris. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfort, 4.